

# Australie

## La vie après le *boom* minier, politique d'austérité

Stéphane LE QUEUX et John BURGESS \*

Comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie a bien résisté à la crise économique et financière de 2007-2008 en partie grâce à la solidité de son système bancaire et au dynamisme de l'industrie minière soutenu par la croissance chinoise. Par prudence, anticipation ou mimétisme vis-à-vis de leurs homologues du G20, les Travailleurs alors au pouvoir ont décidé de mener une politique de relance économique dès octobre 2008 suivie d'une injection financière incluant un soutien direct aux particuliers en février 2009 (Le Queux, Waring, 2010). Ces dépenses entraînent un déficit public, donnant aux Libéraux l'occasion de remporter les élections de 2013 sur la base d'un programme promettant le retour à l'équilibre budgétaire. L'austérité deviendra ainsi la ligne directrice de la politique économique de la coalition libérale-nationale menée par Tony Abbott jusqu'à son remplacement par Malcolm Turnbull en septembre 2015.

Après un survol de l'impact des mesures d'austérité, on soulignera les éléments essentiels de l'évolution du marché du travail pour ensuite se pencher sur l'actualité des relations professionnelles qui, en l'absence de réformes substantielles, ont été marquées par des commissions mandatées par le gouvernement et chargées explicitement de préparer le terrain à de futurs amendements législatifs et de déstabiliser l'acteur syndical.

### Austérité budgétaire dans un contexte de dégradation de l'économie

Entre 2013 et 2015, le gouvernement Abbott met en place une politique d'austérité dans le but de réduire les déficits publics. En comparaison internationale, la dette et le déficit publics demeurent pourtant inférieurs aux chiffres constatés en France, en Europe et en moyenne dans les pays de l'OCDE<sup>1</sup>, ce qui conduit

\* James Cook University et École de Commerce de Tahiti ; Curtin University.

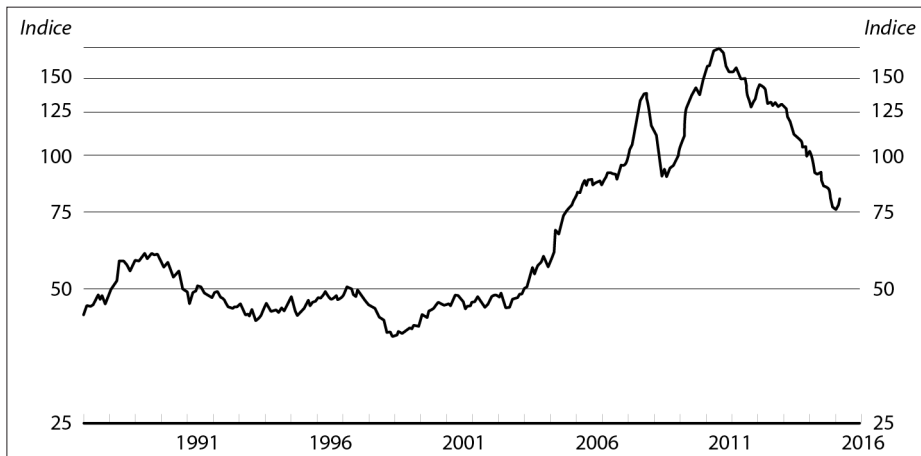
1. La dette publique est en dessous de la barre des 20 % et le déficit public à 1,4 % du PIB selon les estimations de l'OCDE en 2015, en comparaison à la France (3,1 %), l'UE 15 (1,8 %) et l'OCDE (3,2 %). Il s'élève à 5,1 % du PIB à son pic en 2010, puis diminue pour atteindre 1,4 % en 2013 et 2,5 % en 2014 : [http://www.oecd-ilibrary.org/economics/government-deficit\\_gov-dfct-table-en](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/government-deficit_gov-dfct-table-en).

à s'interroger sur la pertinence d'une telle politique dans un contexte de ralentissement économique de la Chine et de chute du prix des matières premières (graphique 1). Les orientations politiques suivent les prescriptions en vogue ailleurs ; les Travaillistes se veulent champions de la relance économique et les Libéraux exemplaires dans la rigueur. Tout se passe comme si le politique se mobilisait à contretemps de la réalité économique du pays : relance en prospérité et austérité en décroissance.

Les baisses de dépenses décidées dans l'administration fédérale entraînent

en 2014 la suppression de 16 500 postes <sup>1</sup>. À cela s'ajoute le retrait des subventions à l'industrie automobile avec pour conséquence l'abandon de l'activité industrielle et des milliers d'emplois directs et indirects affectés <sup>2</sup>. On assiste enfin à une modération salariale généralisée à l'ensemble des secteurs de l'économie : alors qu'elles s'élevaient en moyenne à 6 % par an, les augmentations de salaires ont diminué graduellement à partir de 2006-2007, pour s'établir entre 2,5 % et 3 %, soit tout juste au-dessus du taux d'inflation (voir *infra*).

**Graphique 1. Indice du prix des matières premières**



Note : Indice de matières premières SDR, base 100 = moyenne 2014/2015.

Source : Reserve Bank of Australia (2016).

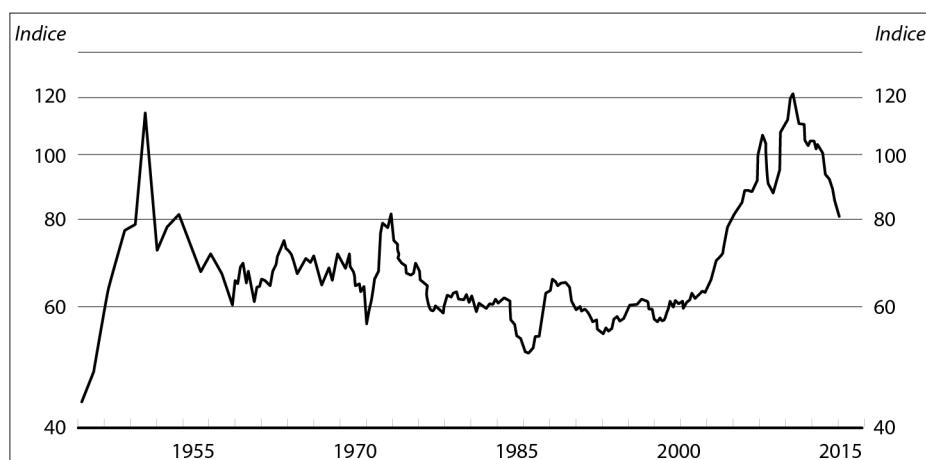
1. Les économies visées sont de l'ordre de 43 milliards de dollars australiens (29 milliards d'euros) en cinq ans. En 2014, 75 % des mesures d'économies prévues au budget concernent des baisses de dépenses du gouvernement. Phillip Thomson, « Federal Budget Puts Canberra on the Razor's Edge with 16,500 Public Service Jobs Cut » (« Les coupes budgétaires de l'État fédéral mettent Canberra sur le fil du rasoir avec la perte de 16 500 emplois dans l'administration publique »), *Sydney Morning Herald*, May 13, 2014 : <http://www.smh.com.au/business/federal-budget/federal-budget-puts-canberra-on-the-razors-edge-with-16500-public-service-jobs-cut-20140513-387zo.html#ixzz4Av6DplMw>.
2. Après des mois de spéculation, Holden annonce l'arrêt des activités de production d'ici 2017. Au tour de Toyota, peu de temps après, suite à la décision du gouvernement fédéral de ne pas reconduire ses subventions de 500 millions de dollars (340 millions d'euros), ce qui aboutit à la fin de l'industrie de construction automobile en Australie, avec pour conséquence la perte de 50 000 emplois selon les estimations : <http://www.abc.net.au/news/2015-02-06/tony-abbott-a-timeline-of-leadership/6067224>.

L'austérité ne concerne pas uniquement l'État fédéral, elle est également de mise au niveau des États. Ainsi, le gouvernement du Queensland brandit le spectre d'une baisse potentielle de sa note par les agences de crédit pour justifier la suppression de 14 000 postes dans les services publics, ce qui lui fait perdre les élections suivantes <sup>1</sup>. Le Queensland, comme l'Australie de l'Ouest, sont dépendants de l'industrie minière. Or celle-ci enregistre un ralentissement d'activité et procède à des ajustements de l'emploi. La suppression des taxes sur le carbone entérinée en 2014 entraîne en outre une baisse des recettes fiscales (soit environ

6,5 milliards de dollars australiens ou 4,4 milliards d'euros) <sup>2</sup>. À ce manque à gagner s'ajoute l'évasion fiscale pratiquée par les grandes entreprises australiennes : l'inspection des impôts identifie 579 entreprises dont les bénéficiaires dépassent 100 millions de dollars australiens, soit 67 millions d'euros et qui ne paient aucune taxe <sup>3</sup>. De surcroît, dans le sillage du *boom* minier (Tulip, 2014), le dollar australien persiste à une forte parité avec pour conséquence de fragiliser l'industrie du tourisme, qui occupe une place importante dans l'économie.

Entre 2013 et 2015, le gouvernement Abbott <sup>4</sup> aura donc, entre autres, effectué

**Graphique 2. Balance commerciale australienne**



Note : Données annuelles utilisées avant 1960. Base 100 = moyenne 2013/2014.  
Sources : ABS. Reserve Bank of Australia (2016).

1. Le personnel infirmier est particulièrement touché, avec 2 000 emplois supprimés : Kelmeny Fraser, « State Says 2 000 Nursing Jobs on the Line, Blames Federal Government Cuts to Health Budget », *The Courier Mail*, January 25, 2013 : <http://www.couriermail.com.au/news/queensland/campbell-newmans-target-of-14000-jobs-does-not-include-health-workers-hit-by-commonwealth-funding-cuts/story-e6freoof-1226561233085>.
2. Les taxes sur l'environnement sont en effet jugées « toxiques » par le gouvernement Abbott.
3. « Government Wants Corporate Tax Kept Secret: Leigh », *Skynews*, 17 December 2015, <http://www.skynews.com.au/news/top-stories/2015/12/17/almost-four-in-10-large-companies-pay-no-tax.html>.
4. Pour un compte rendu de l'investiture de Tony Abbott, voir <http://www.abc.net.au/news/2015-02-06/tony-abbott-a-timeline-of-leadership/6067224>. Voir aussi Z. Hambides, « Job Losses Sweep Through the Australian Economy », *World Socialist Website*, February 22, 2014 : <https://www.wsws.org/en/articles/2014/02/22/jobs-f22.html>.

des coupes dans les dépenses publiques (santé, éducation, prestations sociales, recherche et développement, affaires aborigènes, etc.), provoqué la suppression massive d'emplois stables dans les secteurs public et privé et encouragé le gel salarial généralisé, notamment dans la fonction publique<sup>1</sup>. Cette ascèse, dans un contexte où les facteurs externes de croissance sont eux-mêmes dans le négatif (graphique 2), n'a toutefois pas produit les effets escomptés : en effet, la reprise économique n'a lieu que fin 2015 avec un taux de croissance du PIB de 3,2 % courant 2016. Le gouvernement s'en remet principalement à la banque centrale pour effectuer un calibrage monétariste<sup>2</sup> : en résultent des taux d'intérêt à un niveau historiquement bas (1,75 %) et les dernières estimations, tablant sur une nouvelle baisse, font craindre des pressions déflationnistes. En somme, une politique « du moins » a créé « du moins » et le problème budgétaire s'aggrave : il ne s'explique pas par l'absence de rigueur mais par le niveau insuffisant des revenus.

---

### Un marché du travail morose

Le ralentissement de la croissance, depuis le pic de 2012 jusqu'au deuxième semestre 2015, a eu des répercussions directes sur le marché du travail, même si ce dernier a récemment recouvert un certain dynamisme (Healy, 2016) (tableau 1). La tendance est néanmoins à

la baisse : déclin des salaires et du coût unitaire du travail, chute substantielle de l'emploi dans les industries manufacturières et minières, contrebalancée par la croissance de l'emploi dans les services, entraînant des niveaux de taux de chômage et d'activité comparables à ceux de 2013. Depuis plusieurs années, deux évolutions structurelles sont repérables : l'augmentation du taux de participation des femmes au marché du travail (46 %) et la montée des contrats à temps partiel, temporaires et du précarariat (Burgess *et al.*, 2008) : en effet, un tiers des emplois créés depuis 2013 sont à temps partiel et, selon les dernières statistiques d'avril 2016<sup>3</sup>, le temps partiel concerne désormais 31,5 % de l'emploi.

Fair Work Australia (FWA), l'institution gouvernementale qui régit le salaire minimum et les conditions minimales de travail, a maintenu le niveau des augmentations du salaire minimum juste au-dessus de l'inflation au cours des trois dernières années. La croissance du salaire horaire réel (Wage Price Index) est passée de 4 % en 2010 à 2,3 % selon les dernières estimations. Par ailleurs, la différence de salaire est de l'ordre d'un point de pourcentage entre les accords syndicaux (en diminution) et les accords non syndicaux (Pekarek, Gahan 2016:359). Une fois l'inflation prise en compte, les augmentations prévues par les accords non syndicaux demeurent en conséquence très faibles.

---

1. « Une réduction des dépenses plus large que prévue, grâce aux restrictions salariales imposées aux fonctionnaires... » « ... Larger-than-expected falls in projected Commonwealth government expenses – thanks to record-low wages growth for government employees – of \$15 billion », G. Hutchens, « Australia's Fiscal Deficit Billions Worse than Expected, Commonwealth Largely to Blame », *The Sydney Morning Herald*, February 3, 2016 : <http://www.smh.com.au/business/australias-fiscal-deficit-billions-worse-than-expected-commonwealth-largely-to-blame-20160203-gmklh3.html#ixzz4CVdERnNJ>.

2. L'économie australienne est verrouillée et les indicateurs clés (taux de croissance, taux d'inflation, taux d'intérêt, hausse des salaires, etc.) sont sous vigilance constante.

3. <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/6202.0>.

**Tableau 1. Indicateurs du marché du travail (2013-2016)**

En %

	Avril 2013	Avril 2015	Avril 2016
Taux de chômage	5,6	6,2	5,7
Taux d'activité	65,1	64,8	65,0
Taux de chômage des jeunes (15-19/15-24 ans)	15,9/12,1	19,5/13,4	n.d.
Taux de sous-emploi *	7,5	8,3	n.d.

\* Pourcentage de personnes qui déclarent désirer travailler davantage.

Source : ABS, *The Labour Force*, May 2016, <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/6202.0>.

La seule avancée concerne le thème de l'équité salariale. La Commission des relations professionnelles du Queensland (Queensland Industrial Relations Commission) a reconnu que les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes s'expliquent avant tout par des effets de structure : les femmes occupent en majorité des emplois dans le secteur des services et d'aide à la personne où les salaires sont inférieurs. Pour remédier à ce problème, la Commission a décidé de revaloriser ces activités professionnelles en préconisant un rattrapage salarial de 19 % à 41 % sur une période de huit ans. FWA s'est saisi de l'initiative pour l'étendre au plan national (Cortis, Meagher, 2012). D'autres initiatives visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir l'égalité des chances (y compris selon l'âge), telles que la mise en place de l'Agence sur l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail (Workplace Gender Equality Agency), ont récemment vu le jour. Des avancées avaient été envisagées, notamment l'accroissement des indemnités de congés

de maternité et de paternité, mais les contraintes budgétaires, liées à l'austérité, en ont considérablement réduit la portée (Baird *et al.*, 2012).

**Pas de réformes de grande ampleur au plan des relations professionnelles, les bastions syndicaux dans la ligne de mire du gouvernement <sup>1</sup>**

Les relations professionnelles ont beaucoup moins attiré l'attention ces dernières années et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, contrairement à ses prédécesseurs libéraux, le gouvernement n'a pas souhaité s'attaquer directement au cadre législatif suite à la sanction électorale subie lors des élections de 2007 <sup>2</sup>. Le Sénat, au sein duquel les Libéraux n'ont pas la majorité à eux seuls, se serait de toute façon opposé à toute législation radicale. Ensuite, les réformes menées par les Travailleurs, notamment celle du Fair Work Act de 2009, ne sont pas jugées trop contraignantes par les Libéraux. Cette législation permet en effet un

1. Pour un bilan et une vue d'ensemble des relations professionnelles en 2015, voir le numéro annuel du *Journal of Industrial Relations*, juin 2016.

2. Cela fait notamment suite à la réforme de la législation du travail WorkChoices, qui avait cristallisé l'opinion contre les Libéraux. Cette réforme a été mise en place en 2006 et portait sur quatre piliers : la suppression des protections contre les licenciements abusifs, l'individualisation de la relation d'emploi, la destitution des tribunaux du travail et la restriction de la liberté d'action syndicale (Le Queux, Peetz, 2007).

contrôle des revendications salariales, comme le démontre le nivellement général des salaires, et rend plus difficile toute action de grève (Le Queux, 2012). Alors que le renouvellement des conventions collectives rythmait l'éclatement des conflits collectifs, le nombre de ces derniers a chuté entre 2005 et 2015. Selon l'Australian Bureau of Statistics (ABS), 625 conflits collectifs avaient été répertoriés en 2005 (soit 343 jours de travail perdus pour cause de grève), seulement 199 en 2015 (82 jours perdus).

Si les organisations syndicales ne sont pas directement visées au sommet, le gouvernement Abbott a néanmoins cherché à affaiblir des bastions militants, notamment le Construction Forestry Mining Energy Union (CFMEU <sup>1</sup>), le Maritime Union of Australia (MUA <sup>2</sup>) et l'Australian Workers Union (AWU), dont l'ancien secrétaire général Bill Shorten n'est autre que le *leader* du Parti travailliste, *via* une Commission royale sur la corruption syndicale <sup>3</sup> visant à discréditer le *leadership* syndical <sup>4</sup> et dont l'activité s'est prolongée sur deux années (2014-2015). De plus, une Commission sur la productivité <sup>5</sup> a été mise en place en 2015 pour réexaminer le cadre législatif

et déterminer les ajustements favorables à la conduite des affaires, par exemple en matière d'encadrement des licenciements abusifs ou de détermination des conditions minimales de travail (Todd, 2014). Le recours à ce type de commission n'est pas nouveau et il soulève bien des interrogations relatives à l'usage d'une institution tierce supposée indépendante à des fins politiques et déterminées à endosser l'érosion des droits collectifs et individuels en emploi, une intervention flagrante dans les règles du jeu qui n'est sans contradiction pour un gouvernement soi-disant « libéral », comme l'explique bien David Peetz (2016). Il est envisageable qu'en cas de réélection, les Libéraux y donnent suite (Wright, 2016), que ce soit pour déposséder Fair Work Australia de certaines de ses fonctions, notamment en termes de conditions minimales de travail (salaire minimum, conditions générales statutaires), changer les modalités de nomination de ceux qui y président, ou encore pour limiter davantage l'exercice légal du droit de grève ou revoir les tests de validité des accords collectifs non syndicaux et des contrats individuels <sup>6</sup>. Autrement dit, il s'agirait

1. On estime le nombre d'adhérents à 120 000. Si l'ACTU, la centrale australienne, s'aligne sur le Parti travailliste, le CFMEU ne fait pas de compromis et s'en prend de front aux politiques libérales. Son intervention en campagne électorale « *Stand up. Speak out. Fight back* » en est une bonne illustration : <https://www.facebook.com/CFMEU/?fref=nf>.

2. La Maritime Union of Australia compte 13 000 membres. C'est un des plus vieux syndicats pourvu d'une tradition militante et son pouvoir, sur un continent-île où le trafic maritime est incontournable, est stratégique. Les deux syndicats, les deux plus puissants et militants d'Australie, sont en voie de fusionner pour faire front commun : <http://www.afr.com/leadership/workplace/mua-votes-for-historic-cfmeu-merger-20160229-gn6lvc>.

3. <https://www.tradeunionroyalcommission.gov.au/About/Pages/default.aspx>.

4. Pour un commentaire critique, voir David Peetz, « Sorting the Gems from the Dung in the Royal Commission on Union Corruption », *The Conversation*, 28 April 2016, <https://theconversation.com/sorting-the-gems-from-the-dung-in-the-royal-commission-on-union-corruption-57202>.

5. <http://www.pc.gov.au/inquiries/completed/workplace-relations#report>.

6. Le législateur prévoit que l'employeur démontre que les accords collectifs ou contrats individuels soient au moins de valeur équivalente aux conditions générales de travail. Les Libéraux veulent lever cette contrainte.

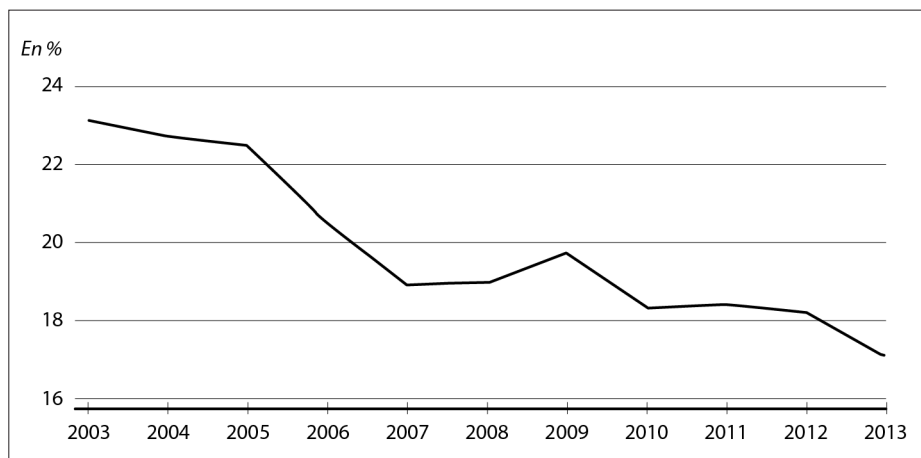
là d'un retour aux préceptes de Work-Choices (voir *supra*).

Parmi les intentions des Libéraux figurent également la suppression des *penalty rates* (primes pour travail de nuit, heures supplémentaires, etc.). S'ils n'ont pas pris le risque de porter ces projets au Sénat, qui pouvait les faire échouer, et par précaution en période pré-électorale, on peut s'attendre à ce que les Libéraux relancent le débat en cas de réélection. La nouvelle équipe au pouvoir (sous Turnbull) s'est saisie du refus par le Sénat de réinstaurer l'Australian Building and Construction Commission (ABCC <sup>1</sup>) comme prétexte pour justifier une double dissolution (Assemblée plus Sénat) et appeler les Australiens aux urnes ; une

manœuvre technique pour forcer les élections, qui ont eu lieu le 2 juillet 2016.

De manière générale, la politique du gouvernement d'Abbott n'a pas suscité d'opposition et de contestation syndicale massive. Plusieurs responsables syndicaux, Shorten y compris, ont dû s'astreindre à se défendre devant la Commission royale, ce qui a effectivement donné l'occasion aux Libéraux d'alimenter l'animosité à l'égard du mouvement syndical. Ils ont en effet cherché à instrumentaliser le rapport final de la Commission, invoquant qu'il révèle de façon irréfutable que « la corruption dans le mouvement syndical ne relève pas de quelques cas isolés, mais d'une culture de malhonnêteté profondément enracinée <sup>2</sup> ». On est là dans

**Graphique 3. Taux de syndicalisation (2003-2013)**



Source : ABS (2014).

1. Sorte de police industrielle et pièce très controversée de l'ancienne législation libérale (Le Queux, Peetz 2007). Voir David Peetz, « Bringing Back Building "Watchdog" Helps a Political Agenda, but not Concerns about Union Corruption », *The Conversation*, 22 February 2016, <https://theconversation.com/bringing-back-building-watchdog-helps-a-political-agenda-but-not-concerns-about-union-corruption-54051>.

2. F. Keany, « Trade Union Royal Commission Findings: Malcolm Turnbull Says Report Shows Widespread Malpractice in Unions », *abc.net*, 30 December 2015, <http://www.abc.net.au/news/2015-12-30/trade-union-royal-commission-turnbull-report/7060250>.

le domaine de la diversion sans conséquence au plan législatif, si ce n'est que cela illustre la persistance et l'agressivité de l'antisindicalisme, une constante avec laquelle les syndicats australiens doivent composer sans relâche.

Malgré un léger rattrapage durant l'épisode travailliste (2007-2012), le déclin syndical continue de se prononcer (graphique 3). Selon les dernières estimations, le taux de syndicalisation est passé de 17 % à 15 % entre 2013 et 2014, soit une chute de 42 % à 39 % dans le secteur public et de 12 % à 11 % dans le privé, suite à une perte de l'ordre de 100 000 adhérents (sur 1,6 million de syndiqués au total en 2014) probablement imputable aux suppressions d'emplois évoquées plus haut. Pour la première fois, le nombre de femmes syndiquées dépasse celui des hommes, ces derniers ayant été particulièrement touchés par les suppressions d'emplois dans l'industrie manufacturière et minière. Un autre phénomène inquiétant, peu mis en avant dans le débat, est celui du déclin de la couverture syndicale <sup>1</sup>.

La politique d'austérité s'est traduite par un recul de l'État social, ce qui affecte particulièrement les groupes les plus vulnérables <sup>2</sup>, les individus privés d'emploi, les sans-abri, les handicapés

et les Aborigènes considérés comme « inemployables », les étudiants, les jeunes et les seniors (un tiers des plus de 60 ans vit sous le seuil de pauvreté). Dit autrement, dans une politique d'austérité, soit dans une logique du « moins », tout se passe comme si ceux qui en valent le moins devaient en recevoir encore moins.

---

### Conclusion

Pas de crise, le taux de croissance économique avoisine 2,5 % entre 2013 et 2015 et dépasse même 3 % en 2016, signifiant que l'Australie dispose de marges confortables. Les mesures d'austérité et un positionnement à droite de la droite ont néanmoins abouti à la perte de popularité d'Abbott, conduisant au second semestre 2015 à son remplacement par Turnbull, lequel tente de recentrer et de redorer l'image de la coalition en vue de la réélection. En résulte un changement de discours <sup>3</sup>, un discours à l'accent néo-zélandais marqué par un retour à la prospérité dans une économie du futur propulsée par la science et l'innovation, l'investissement et l'entrepreneuriat. En témoigne le contenu du budget 2015 tout juste délivré par Scott Morrison, nouveau Trésorier de l'administration Turnbull : pour exemple, coup de pouce aux PME

---

1. Les travailleurs précaires ne sont pas couverts par les conventions collectives et échappent au regard syndical. On peut par exemple citer le cas des travailleurs immigrés, saisonniers ou étudiants étrangers, ceux de la chaîne de distribution 7/Eleven, ou encore le cas des travailleurs à bas salaires des grandes chaînes (Pizza Hut, Myer stores) dont les conditions d'exploitation ont récemment fait les gros titres. Voir A. Ferguson, S. Danckert, K. Toft, « 7-Eleven : Investigation Exposes Shocking Exploitation of Convenience Store Workers », *The Sydney Morning Herald*, 29 August 2015, <http://www.smh.com.au/business/workplace-relations/7eleven-investigation-exposes-shocking-exploitation-of-convenience-store-workers-20150828-gja276.html>.

2. Les mesures d'austérité de Tony Abbott vont plus durement frapper les communautés les plus démunies. Voir J. Chalmers, « Tony Abbott's Austerity-like Measures Will Hit Poorer Communities the Hardest », *The Guardian*, 22 January 2014, <http://www.theguardian.com/commentis-free/2014/jan/23/tony-abbotts-austerity-like-measures-will-hit-poorer-communities-the-hardest>.

3. R. Guest, « From "Debt and Deficit" to "Building Prosperity": What's Needed to Shift the Economic Narrative », *The Conversation*, 21 September 2015, <https://theconversation.com/from-debt-and-deficit-to-building-prosperity-whats-needed-to-shift-the-economic-narrative-47841>.



par une réduction de la taxe sur les entreprises de 27 % à 25 % (soit un manque à gagner estimé à 50 milliards de dollars australiens, 34 milliards d'euros sur 10 ans) compensé par la promesse de mener une chasse à l'évasion fiscale des multinationales. Un budget sans trop de remous qui s'adresse clairement à la classe moyenne supérieure et à ceux qui y aspirent. Quelques grosses annonces toutefois dont la signature d'un contrat d'investissement d'ampleur nationale pour le renouvellement de la flotte de sous-marins. Il s'agit d'un investissement qui vise à compenser partiellement la perte de l'industrie automobile sinon en termes de rattrapage d'emploi, en matière de transfert d'innovation, raison pour laquelle les Français ont gagné le contrat dont l'objectif est aussi d'accroître les collaborations de recherche et développement entre les deux pays. On parle d'augmenter le taux de TVA, puis le gouvernement se rétracte rapidement. On laisse aussi planer des doutes sur la privatisation de l'assurance maladie (Medicare Australia), un clou dans le pied de Turnbull en campagne.

En arrière-plan, les inégalités de revenus ne cessent de progresser <sup>1</sup> et atteignent désormais un niveau élevé si l'on compare le pays au reste de l'OCDE (Beech *et al.*, 2014). Comme en Nouvelle-Zélande, l'*underclass* est devenu un fait social de nouvelle génération. L'accès au logement <sup>2</sup> et à l'éducation supérieure est devenu difficile et les

préoccupations commencent à se concentrer sur des enjeux d'égalité des chances. Les étudiants sont les premières victimes du nouveau budget dans un contexte où le syndicalisme étudiant ne pèse pas dans le débat public : la hausse des frais de scolarité entraîne un recours massif aux emprunts qui se conjugue avec une baisse des bourses et au remboursement anticipé des prêts étudiants du gouvernement.

Malgré tout, la situation économique s'améliore, comme le précise Philip Lowe, le Gouverneur adjoint de la banque centrale, la transition post-*boom* se passe assez bien sinon mieux que prévu grâce, conclut-il, aux réformes des décennies précédentes qui ont apporté la flexibilité voulue au marché du travail et permis le flottement du taux de change <sup>3</sup>. Comme il le souligne et ainsi qu'on l'a mentionné, le prix des matières premières à l'exportation a chuté de 40 %, provoquant un recul identique de 40 % des investissements miniers, ce qui représente une perte de 3 % de croissance du PIB. Dans ces conditions, une politique axée sur la fiscalité remplacera l'austérité : le cap sur la rigueur sera certes maintenu mais il s'agira davantage de faire des arbitrages pour reconsolider l'assiette des revenus, car si les signes de regain économique se confirment, les finances publiques reviendront à l'équilibre d'elles-mêmes graduellement <sup>4</sup>. Somme toute, le bilan comparatif des évolutions récentes amène à conclure qu'une politique du « laissez-faire » à la néo-zélandaise apparaît moins

1. Se référer au rapport de l'Acoss (2015).

2. La spéculation immobilière due à des possibilités de défiscalisation a créé une inflation qui constitue une barrière pour les nouveaux entrants.

3. M. Wade, « Cheer Up: After the Mining Boom, Australia Is Still Doing OK », *The Sunday Morning Herald*, 11 March 2016, <http://www.smh.com.au/business/the-economy/negotiating-the-economic-cross-currents-20160311-gngezp.html#ixzz4B6vOd5ps>.

4. Quelques inquiétudes sont cependant exprimées en regard notamment du développement de la bulle spéculative du marché immobilier. Certaines agences de crédit émettent ainsi des doutes sur la cote de l'Australie (Mohammad *et al.*, 2015).

néfastes qu'une politique d'austérité : mieux vaut moins en faire que de faire une politique du moins.

Presqu'une semaine après le scrutin, il n'est toujours pas certain que les Libéraux parviennent à former un gouvernement majoritaire par eux seuls tant le score est serré. Même si c'est le cas, il leur faudra faire des alliances et des concessions pour gouverner. Plusieurs raisons expliquent la contre-performance de Turnbull, entre autres, selon les analystes<sup>1</sup>, le fait que les Australiens n'aient pas été convaincus de sa vision pour une compétitivité nationale réformée et fondée sur l'innovation et de la crédibilité d'un « *trickle down economics* », soit un projet de conduite économique qui vise à privilégier le capital et les investisseurs, pour que les effets bénéfiques se diffusent ensuite sur les ménages. Sur le plan des relations professionnelles, il est peu probable que des mouvements significatifs aient lieu dans les prochaines années. Les Libéraux vont éventuellement chercher à faire passer les amendements suggérés par la Commission sur la productivité 2015, mais le contexte législatif demeure adverse. Si des changements se produisent, ils seront introduits de façon impressionniste, comme en Nouvelle-Zélande. Les relations professionnelles vont donc rester au second plan, derrière le budget. Les Libéraux et les Travailleurs se saisissent déjà des réactions des agences de crédit (S&P et Moody's), les premiers pour en appeler à « maintenir

la trajectoire fiscale en vue d'une consolidation budgétaire », les autres pour souligner que « des mesures visant les revenus sont nécessaires pour conserver la cote AAA », avec pour point commun que maintenir un bon rythme de croissance est la première solution au problème. Plus que jamais, la politique en Australie, c'est l'économie et le budget. Dans ce contexte, le fait que le syndicalisme parvienne à remonter la question sociale, comme en Nouvelle-Zélande, reste incertain, mais n'est cependant pas exclu.

### Sources

Acoess (2015), *Inequality in Australia – A Nation Divided*, Australian Council of Social Service.

Baird M., Williamson S., Heron A. (2012), « Women, Work and Policy Settings in Australia in 2011 », *Journal of Industrial Relations*, vol. 54, n° 3, June, p. 326-343.

Beech A., Dollman R., Finlay R., La Cava G. (2014), « The Distribution of Household Spending in Australia », *Reserve Bank of Australia Bulletin*, March, p. 13-22.

Burgess J., Campbell I., May R. (2008), « Pathways from Casual Employment to Economic Security: The Australian Experience », *Social Indicators Research*, vol. 88, n° 1, p. 161-178.

Cortis N., Meagher G. (2012), « Recognition at Last: Care Work and the Equal Remuneration Case », *Journal of Industrial Relations*, vol. 54, n° 3, June, p. 377-385.

Healy J. (2016), « The Australian Labour Market in 2015 », *Journal of Industrial Relations*, vol. 58, n° 3, June, p. 308-323.

Le Queux S. (2012), « Australie : Qantas : Un *lock out* emblématique des faiblesses de

1. Voir le numéro spécial de *The Conversation* du 4 juillet 2016 et en particulier C. Johnson, « Even if He Keeps the Top Job, Malcolm Turnbull's Troubles Have Only Just Begun », [https://theconversation.com/even-if-he-keeps-the-top-job-malcolm-turnbulls-troubles-have-only-just-begun-61425?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20July%204%202016%20-%205166&utm\\_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20July%204%202016%20-%205166+CID\\_99b02bb6f2864b599d508a4a736d5cc3&utm\\_source=campaign\\_monitor&utm\\_term=Even%20if%20he%20keeps%20the%20top%20job%20Malcolm%20Turnbulls%20troubles%20have%20only%20just%20begun](https://theconversation.com/even-if-he-keeps-the-top-job-malcolm-turnbulls-troubles-have-only-just-begun-61425?utm_medium=email&utm_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20July%204%202016%20-%205166&utm_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20July%204%202016%20-%205166+CID_99b02bb6f2864b599d508a4a736d5cc3&utm_source=campaign_monitor&utm_term=Even%20if%20he%20keeps%20the%20top%20job%20Malcolm%20Turnbulls%20troubles%20have%20only%20just%20begun).

- la nouvelle législation du travail », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 137, juillet, p. 37-46.
- Le Queux S., Peetz D. (2007), « Australie : WorkChoices : au nom du libre choix, suppression des libertés collectives », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 104, janvier, p. 31-38.
- Le Queux S., Waring P. (2010), « Australie/ Singapour : Deux exemples de résilience à la crise financière », *Chronique internationale de l'IRES*, n° spécial, « L'État social à l'épreuve de l'austérité », n° 127, novembre, p. 222-230.
- McCrystal S. (2014), « Industrial Legislation in Australia in 2013 », *Journal of Industrial Relations*, vol. 56, n° 3, June, p. 331-344.
- Mohammad A., Nyberg D., Pitt A. (2015), « Australia – Selected Issues », *IMF Country Report*, n° 15/275, September.
- Pekarek A., Gahan P. (2016), « Unions and Collective Bargaining in Australia in 2015 », *Journal of Industrial Relations*, vol. 58, n° 3, June, p. 356-371.
- Peetz D. (2016), « The Productivity Commission and Industrial Relations Reform », *The Economic and Labour Relations Review*, vol. 27, n° 2, p. 164-180.
- Reserve Bank of Australia (2015), *Statement on Monetary Policy*, May.
- Todd P. (2014), « Australian Industrial Relations in 2013 », *Journal of Industrial Relations*, vol. 56, n° 3, June, p. 324-330.
- Tulip P. (2014), « The Effect of the Mining Boom on the Australian Economy », *Reserve Bank of Australia Bulletin*, December, p. 17-22.
- Wright C. (2016), « Australian Industrial Relations in 2015 », *Journal of Industrial Relations*, June, vol. 58, n° 3, p. 297-307.